



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE D'HUDSON

PROJET DE RÈGLEMENT N° 526.9

**RÈGLEMENT 526.9 VISANT À AMENDER
LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 526 AFIN
DE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS
SUR LES CASES DE STATIONNEMENTS**

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Hudson est régie par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et que les articles du Règlement de zonage numéro 526 ne peuvent être modifiés que conformément aux dispositions de cette Loi;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal juge opportun de modifier son Règlement de zonage afin de modifier les dispositions concernant les normes de stationnement commercial et d'ajouter des dispositions sur l'exemption en matière de stationnement.

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné par le conseiller du district XXX à la séance ordinaire du XXX 2019;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a dûment convoqué et tenu une assemblée de consultation publique le XXX, portant sur ledit projet de règlement;

ARTICLE 1

Le tableau 4 de l'article 517 intitulé « Nombre minimum de cases de stationnement » est remplacé de la manière suivante :

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
TOWN OF HUDSON

DRAFT BY-LAW N° 526.9

BY-LAW 526.9 AMENDING ZONING BY-LAW 526 TO MODIFY CERTAIN PROVISIONS ON PARKING SPACES

WHEREAS the Town of Hudson is governed by the *Act Respecting Land Use Planning and Development* and that Zoning By-Law no 526 can only be amended in accordance with the provisions of this Act;

WHEREAS the Town Council considers it advisable to amend zoning by-law to amend the provisions concerning commercial parking and to add provisions on parking exemption;

WHEREAS a notice of motion was duly given by Councillor for district XXX the regular sitting held on XXX, 2019;

WHEREAS a public consultation meeting on the draft by-law was duly called and held on XXX, 2019;

SECTION 1

Table 4 of section 517 entitled "Minimum Number of Parking Spaces" is replaced by the following:



Tableau 4
Nombre minimum de cases de stationnement

Groupe	Usage	Nombre minimal de cases de stationnement requis
Habitation	Unifamiliale	1 case par unité de logement
	Duplex et multifamiliale	1,5 cases par unité de logement
	Habitation pour personnes âgées	1 case par 4 unités de logement et 1 case pour 2 employés
Commerce	Commerce de détail de catégorie 1	1 case par 30 m² de plancher
	Commerce de détail de catégorie 2	1 case par 60 m² de plancher
	Services administratifs, culturels, financiers et professionnels	1 case par 35 m² de plancher
	Services personnels	1 case par 25 m² de plancher
	Services récréatifs de catégorie 1	1 case par 20 m² de plancher
	Services récréatifs de catégorie 2 sauf pour les usages suivants :	1 case par 25 m² de plancher
	<ul style="list-style-type: none">Terrain de tennisMarinaTerrain de golfCentre équestre commercial	2 cases par court 1 case par emplacement de bateau 2 cases par trou 1 case par stalle intérieure
	Services routiers de catégorie 1 et 2	3 cases
	Services techniques de catégorie 1	1 case par 30 m² de plancher
	Services techniques de catégorie 2	1 case par 50 m² de plancher
	Services touristiques de catégorie 1	1 case par chambre
	Services touristiques de catégories 2 et 3	1 case par 10 m² de plancher
Public	Services publics de catégorie 2 et 3	1,5 cases par classe

Table 4
 Minimum Number of Parking Spaces

Group	Use	Minimum Number of Required Parking Spaces
Dwelling	Single-Family	1 space per dwelling unit
	Duplex and Multi-Family	1,5 spaces per dwelling units
	Senior's Residence	1 space per 4 dwelling units and 1 space for 2 employees
Commercial	Retail Business, Category 1	1 space per 30 m² of floor area
	Retail Business, Category 2	1 space per 60 m² of floor area
	Administrative, Cultural, Financial and Professional Services	1 space per 35 m² of floor area
	Personal services	1 space per 25 m² of floor area
	Recreational Services, Category 1	1 space per 20 m² of floor area
	Recreational Services, Category 2, except for the following uses:	1 space per 25 m² of floor area
	<ul style="list-style-type: none"> Tennis Court Marina Golf Course Commercial Equestrian Center 	2 spaces per court 1 space per boat 2 spaces per hole 4 space per indoor box stall
	Roadside Services, Categories 1 and 2	3 spaces
	Technical Services, Category 1	1 space per 30 m² of floor area
	Technical Services, Category 2	1 space per 50 m² of floor area
	Tourism Services, Category 1	1 space per room
	Tourism Services, Categories 2 and 3	1 space per 10 m² of floor area
Public	Public Services, Categories 2 and 3	1,5 spaces per class



ARTICLE 2

L'article 517 intitulé « Nombre de cases de stationnement selon l'usage » est modifié par l'ajout des alinéas suivants à la suite du tableau 4 :

Dans le cas où un établissement comprend plus d'un usage, le nombre minimal de cases de stationnements requis est établi en fonction de la somme du nombre de cases requises pour chaque usage.

Lorsque le calcul est basé sur la superficie de plancher, toutes les surfaces utilisées doivent être calculées, sauf les aires d'entreposage, les aires mécaniques, les locaux techniques, les salles de toilettes et les aires de préparation d'aliments.

Lorsqu'un résultat fractionnaire est obtenu lors du calcul du nombre minimal de cases de stationnements, le résultat doit être arrondi à l'unité supérieure.

SECTION 2

Section 517 entitled "Number of Parking Spaces according to Uses" is amended by the addition of the following paragraphs after table 4:

In the case where an establishment is composed of more than one use, the minimal number of required parking spaces is based on the sum of the number of spaces required for each use.

When the calculation is based on a floor area, all areas used must be calculated, except for storage areas, mechanical spaces, technical rooms, washrooms and food preparation areas.

When a fractional result is obtained by calculating the minimal number of parking spaces, the result must be rounded up.

ARTICLE 3

La section D du chapitre 5 intitulée « Le stationnement » est modifiée par l'ajout des articles suivants :

517.1 Exemption en matière de stationnement

Le conseil municipal peut exempter de l'obligation de fournir ou de maintenir des cases de stationnement, moyennant une compensation financière fixée conformément à la présente section et ce, dans l'une ou l'autre des situations suivantes ou une combinaison de celles-ci :

- 1) Lors de l'agrandissement d'un bâtiment principal;
- 2) Lors de l'extension d'un usage principal dans une construction existante;
- 3) Lors du changement d'un usage principal dans une construction existante;
- 4) Pour permettre à tout propriétaire qui veut se rendre conforme aux normes relatives au nombre de cases de stationnement requises et qui ne dispose pas de l'espace nécessaire pour ce faire;
- 5) Lors de la construction d'un nouveau bâtiment.

517.2 Demande d'exemption

Toute demande d'exemption doit être formulée par écrit auprès du Service de l'urbanisme et doit contenir les renseignements suivants :

SECTION 3

Section D of Chapter 5 entitled "Parking" is amended by the addition of the following sections:

517.1 Exemption for parking

The town council may exempt from the obligation to provide or to maintain parking spaces, subject to financial compensation set in accordance with this section, in one or another of the following situations or in a combination thereof:

- 1) When enlarging a main building;
- 2) When extending the main use in an existing building;
- 3) When changing a main use in an existing building;
- 4) To allow any owner who wants to comply with the standards for the number of parking spaces required and who does not have the necessary space to do so;
- 5) When building a new construction.

517.2 Request for an exemption

Any request for an exemption must be made in writing to the Urban Planning department and must contain the following information:



- 1) Le nom du requérant;
- 2) L'adresse civique ou le numéro du lot de l'immeuble visé par l'exemption;
- 3) L'usage qui y sera exercé;
- 4) Le nombre de cases minimales requises et le nombre de cases faisant l'objet de la demande d'exemption;
- 5) Un plan d'aménagement préparé par un arpenteur-géomètre montrant le nombre et la localisation des cases existantes ou projetées.

517.3 Conditions de validité de la demande d'exemption

Une demande d'exemption est valide lorsqu'elle répond aux exigences suivantes :

- 1) La demande d'exemption ne doit pas avoir pour effet de réduire, lors d'un agrandissement, le nombre de cases de stationnements existant;
- 2) La demande d'exemption vise un usage commercial.

517.4 Somme exigée pour une case de stationnement faisant l'objet d'une exemption

La somme exigée pour une case de stationnement faisant l'objet d'une exemption est fixée à 2 000 \$ par case de stationnement exemptée.

Le requérant d'une demande d'exemption en matière de stationnement doit verser la somme exigée à la Ville lors de l'émission du permis de construction ou du certificat d'autorisation. Cette somme n'est pas remboursable.

ARTICLE 4

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Jamie Nicholls
 Maire/Mayor

- 1) The name of the applicant;
- 2) The civic address or lot number of the immovable concerned by the exemption;
- 3) The proposed use;
- 4) The minimum number of required parking spaces and the number of spaces subject to the exemption;
- 5) A layout plan prepared by a land surveyor showing the location and number of the existing or projected parking spaces.

517.3 Conditions of validity of the request for an exemption

An request for an exemption is valid when it meets the following requirements:

- 1) The request for an exemption must not have the effect of reducing, when enlarging a building, the number of existing parking spaces;
- 2) The request for an exemption is for a commercial use.

517.4 Sum required for parking space exemption

The amount required for a parking space that is subject to an exemption is 2 000\$ per exempt parking space.

The applicant for a parking exemption request must pay the required amount to the town upon issuance of the building permit or certificate of authorization. This amount is non-refundable.

SECTION 4

This by-law shall come into force in accordance with the Law.

Zoë Lafrance
 Greffière/Town Clerk

Avis de motion :	2019
Adoption du premier projet de règlement	2019
Consultation publique :	2019
Adoption du second projet de règlement :	2019
Adoption du règlement :	2019
Certificat de conformité :	2019
Avis public d'entrée en vigueur :	2019